



Parti socialiste  
jurassien

PARLEMENT JURASSIEN  
GROUPE SOCIALISTE

Interpellation n° \_\_\_\_\_

## **Développement**

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Chères collègues,

La situation de pénurie de gynécologues, pédiatres et pédopsychiatre inquiète notre groupe. L'année passée déjà, plusieurs parents m'avaient confié ne pas avoir trouvé de pédiatres et avaient fini par se rendre chez un médecin généraliste... N'ayant aucun chiffre à l'époque sous la main, nous avons pris note de cette problématique pour la relever ultérieurement.

Durant l'été, la RTS a publié une étude complète sur l'ampleur du problème (pas besoin de déposer un postulat pour connaître cette analyse chiffrée donc). La situation est pour le moins très préoccupante, moins d'une gynécologue pour 1000 femmes, pas de gynécologues dans les franchises-montagnes. Moins d'une pédiatre pour 10'000 enfants et la même situation concernant les pédopsychiatres.

Le but ici n'est pas de dire que rien n'est fait et que ce n'est pas une préoccupation du département, service en charge du dossier, ou encore des institutions ou de toutes personnes directement concernées. Il faut d'ailleurs relever qu'il y a déjà eu des projets comme celui de l'Hôpital du Jura, avec la création de son récent Pôle Parents-Femme-Enfant, qui comporte notamment la polyclinique de la partie gynécologie et maternité, dont il convient de saluer par ailleurs le travail d'excellence qui est réalisé par le personnel. Mais, ce nouveau service ne semble donc pas suffisant au vu des chiffres de l'étude réalisée par la RTS. Le service de la santé mène également des projets, mais ils ne concernent malheureusement pas les spécialistes précités, ils concernent uniquement les médecins généralistes.



Parti socialiste  
jurassien

Enfin, le projet de nouvel hôpital est une bonne chose et rendra le canton plus attractif pour le personnel manquant, mais est-ce que cela sera vraiment suffisant ? Au vu des éléments exposés, il faut désormais pouvoir agir rapidement pour pallier cette pénurie.

**Aussi, dans l'espoir de trouver des solutions à cette problématique, et pour lancer quelques pistes de solutions potentielles, nous demandons au Gouvernement : quelle marge de manœuvre a-t-il pour faire en sorte d'augmenter le nombre d'étudiant·e·s ? Et s'il envisage des pistes de solution du côté de la promotion économique ou encore pour augmenter l'attractivité du canton (places en crèche, transports publics) et faire venir les jeunes gynécologues, pédiatres et pédopsychiatres ?**

**Marge de manœuvre dans ces tests d'entrée**



## **Femmes et enfants : leur droit à une médecine de proximité compromis ?**

Dans le Canton du Jura, les femmes et les parents savent à quel point il est compliqué de trouver un·e gynécologue, un·e pédiatre ou un·e pédopsychiatre. Il manquait peut-être à ces ouï-dire, une statistique claire. C'est désormais chose faite, puisque la RTS, a publié courant juillet une analyse basée sur des statistiques de l'office fédéral de la santé publique<sup>1</sup> qui font état de la pénurie préoccupante de gynécologues, pédiatres et pédopsychiatres par canton.

Du côté des gynécologues, on dénombre moins d'un·e gynécologue pour 1000 femmes en Suisse romande, la RTS relève par ailleurs que cette pénurie est particulièrement « criante » dans le Jura, avec moins d'un·e gynécologue pour 2000 femmes sur tout le territoire jurassien. Le district des Franches-Montagnes ne comporte d'ailleurs aucun médecin gynécologue. Certaines femmes doivent alors parcourir des kilomètres pour trouver un·e gynécologue dans un canton voisin (déplacement qui devient plus compliqué en cas de grossesse, ou de maladies graves telles que le cancer du sein) ou encore doivent mentir pour obtenir un rendez-vous. Et faut-il encore rajouter qu'à ce stade, le choix qu'offre le libéralisme médical atteint ses limites, il devient en effet compliqué de faire la fine bouche en voulant changer de gynécologue, quand bien même l'entente avec son médecin laisse à désirer lorsqu'il y en a si peu.

Chez les pédiatres, même rengaine. Avec moins d'un pédiatre pour 10'000 enfants dans chaque district jurassien sauf pour Delémont (1.65 pédiatre pour 10'000 enfants). Nous sommes bien loin des 10 pédiatres nécessaires pour 10'000 enfants pour répondre aux besoins de la population (selon Pédiatre Suisse). Beaucoup de récits de parents jurassiens ont par ailleurs mis en lumière le fait qu'à l'heure actuelle, plus aucun pédiatre ne prend encore de patient, sauf exception (frère ou sœur déjà patient·e dans le cabinet par exemple) et certains parents sont redirigés vers des médecins généralistes eux-mêmes en pénurie dans le canton.

Enfin, concernant les pédopsychiatres, il n'y en a pas dans le district des Franches-Montagnes, alors qu'on en dénombre moins d'un pour 10'000 petits patients. Pourtant la demande dans le domaine de la santé mentale ne cesse d'augmenter depuis 2010.

Le constat précité est des plus alarmant et nous préoccupe d'autant plus que la pénurie dans ces corps de métier vient s'ajouter à celle déjà existante chez les

---

<sup>1</sup> Voir l'article de la RTS : « Femmes et enfants, les principaux oubliés de la médecine de proximité » : <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/medecine/14181936-femmes-et-enfants-les-principaux-oublies-de-la-medecine-de-proximite.html>



Parti socialiste  
jurassien

médecins généralistes. Notre collègue, Patrick Chapuis, s'est d'ailleurs inquiété de cette dernière situation et la réponse qu'il avait obtenue de la part du Gouvernement nous laisse perplexe, tant on a l'impression que notre canton bénéficie de peu de moyens pour réaliser des actions concrètes, permettant de pallier le manque de main d'œuvre.

D'après la loi sanitaire cantonale, c'est aux cantons que revient la responsabilité de veiller à ce que les professionnels de la santé soient en nombre suffisant pour répondre aux besoins de la population (art. 64 ch. 6 de la loi sanitaire jurassienne). De plus, bien que plusieurs actions soient menées (notamment le projet REFORMER, et la réévaluation du projet d'accompagnement des médecins en formation postgrade qui effectuent des stages chez les généralistes de la région), ces projets ne concernent pas les spécialistes dont il est question dans le présent texte. En outre, il s'agit de projets qui visent à mener des réflexions à l'heure où la situation est grave et où nous devrions déjà pouvoir agir.

**Aussi, nous demandons au Gouvernement : quelle marge de manœuvre a-t-il pour faire en sorte d'augmenter le nombre d'étudiant·e·s ? Envisage-t-il des pistes du côté de la promotion économique ou encore pour augmenter l'attractivité du canton (places en crèche, transports publics) et faire venir les jeunes gynécologues, pédiatres et pédopsychiatres ?**

La responsable :

Leïla Hanini